

ARRETE DU MAIRE

2024-015 P

ABROGE ET REMPLACE L'ARRÊTÉ N° 2017.16 P ARRÊTÉ PERMANENT PORTANT CRÉATION D'UNE PLACE DE STATIONNEMENT RÉSERVÉE AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET AUX PMR TITULAIRES DES CARTES DE STATIONNEMENT EN VIGUEUR

Le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2213.2,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Route

VU le Code Pénal

Vu le Code de la Sécurité Intérieure

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles

Vu l'arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié,

Vu la loi nº 82-213 du 2 mars 1983 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 portant l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu la loi n° 2015-300 du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de créer une place de stationnement réservée aux PMR et personnes en situation de handicap titulaires des cartes de stationnement en vigueur, au droit du N° 15 rue du Général de Gaulle

ARRETE

ARTICLE 1:

L'Arrêté n° 2017.16 P du 6 Octobre 2017 est annulé et remplacé par le Présent Arrêté.

ARTICLE 2:

Une place de stationnement réservée aux PMR et aux personnes en situation de handicap titulaires des cartes de stationnement en vigueur est créée 15 rue du Général de Gaulle. Un passage suffisant sera laissé libre pour permettre le cheminement des piétons.

Celui situé face au 14 Rue du Général de Gaulle sera supprimé.

ARTICLE 3:

Cet emplacement est strictement réservé aux véhicules utilisés par les personnes titulaires des cartes de stationnement en vigueur. La carte de stationnement doit être obligatoirement mise en évidence derrière le pare-brise. Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

La signalisation réglementaire sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 5:

Monsieur le Directeur des Services Techniques, La Police Nationale de Béthune et d'Auchy-Les-Mines, le Service ASVP, veilleront au respect de cette prescription et seront chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à BILLY-BERCLAU, le 16 Fey Pour le Maire et par délégation Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de notification et de sa réception par les services du contrôle de légalité. Le tribunal administratif de Jacquemars Giélé peut être saisi par l'application informatique «télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.